

AJUSTEMENT ET DEVELOPPEMENT AU MAGHREB, EN AFRIQUE ET EN EUROPE DE L'EST ; études coordonnées par Driss GUERRAOUI - Paris-Rabat : L'Harmattan : Toubkal, 1993. - 231 p.



Quelles stratégies mettre en oeuvre pour rétablir les grands équilibres économiques au Sud et au Nord, à l'Est et à l'Ouest, afin d'élargir les bases de la croissance et contenir les coûts sociaux et politiques de l'ajustement dans des limites compatibles avec les exigences qu'impose la stabilité du système économique mondial ?

Dans un contexte d'endettement des pays du Sud, d'échec du système politique à l'Est et de crise de croissance des pays occidentaux, les contributions réunies par Driss GUERRAOUI présentent les expériences de politiques d'ajustement et de relance de la croissance dans divers pays.

En Afrique subsaharienne, les résultats des programmes d'ajustement sont très contrastés selon les pays et les indicateurs. Cette région du monde continue à souffrir des mêmes maux qui ont justifié le remède prescrit par les institutions financières internationales (P. HUGON). Le développement devrait passer, notamment, par la valorisation des ressources humaines.

Au Maroc et en Tunisie, les modèles de développement basés sur une insertion dans l'économie mondiale, sont entrés en crise par suite de l'épuisement de certaines rentes (phosphates, pétrole, transferts des travailleurs émigrés...). Le constat conduisit les pouvoirs publics à adopter des programmes d'ajustement structurel dès le milieu des années

80. Si ces mesures ont induit l'amélioration de certains indicateurs macro-économiques, d'autres demeurent toujours alarmants tels que le chômage et les aspects sociaux. (A. GHORBEL, D. KHROUZ).

En Algérie, où l'emprise historique de l'État sur le développement économique a été forte, le rythme d'application des réformes économiques et institutionnelles est ralenti. Des contraintes d'ordre social et politique freinent la mise en oeuvre d'une véritable libéralisation de l'économie (S. BEDRANI).

Dans les pays de l'Europe de l'est, les politiques d'ajustement doivent assurer conjointement une transition vers l'économie de marché et répondre aux impératifs des réformes institutionnelles (X. RICHET, J. KOLTAY).

Une analyse de "l'intérieur" des programmes d'ajustement structurel et des différentes formes de déviations est proposée (D.C. LAMBERT, R. SANDRETTO et D. GUERRAOUI) ainsi qu'un essai théorique et critique de ces programmes (O. CECCONI).

EL BIZRI Dalel. - Duniyâ al-Dîn wa al-Dawla. Al-islâmiyûn wa iltibâssât mashroû'ihim (Le monde de la religion et de l'Etat. Les islamistes et l'ambiguïté de leur projet). - Beyrouth : Dar al-Nahar, 1994. - 289 p.



L'incapacité des sciences sociales à cerner le phénomène de l'islamisme invite à repenser les sociétés enfantant ce mouvement politique qui occupe aujourd'hui le devant de la scène. Caractérisé par l'absence de programme politique détaillé, il se distingue néanmoins par le manque d'ambiguïté vis-à-vis de la question féminine et par l'inévitable empreinte nationale de chacune de ses expressions locales.

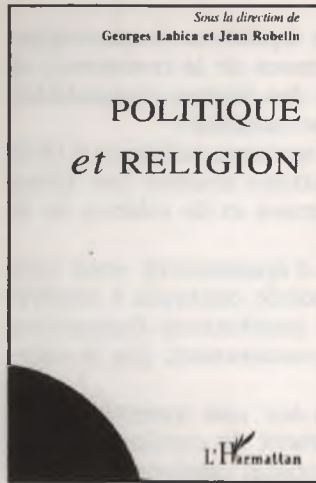
De Hassan al-Banna à Saïd Qotb, les "Frères musulmans" ont développé, avec certaines concessions liées aux contextes politiques, une propagande anti-nationaliste arabe tout en privilégiant l'appartenance à l'Umma islamique. Le débat entre les "religieux" islamistes et les "civils" ou laïcs est essentiellement de facture politique. Il a pour objet la séparation de la religion et de l'Etat et suit, chez les deux, la même argumentation dogmatique. Il révèle, par ses bipolarités (Orient/Occident, Tradition/Modernité, Arabisme/Islam) l'impasse de la société civile et de la démocratie arabes, réduites souvent à une pure phraséologie.

La guerre du Golfe a réussi à bouleverser l'ensemble des données, en particulier, la conception de la nation et de la démocratie chez les islamistes. La radicalisation de ces mouvements est mieux illustrée par le cas algérien où l'Etat national et le modèle occidental de société incarnent, chez les fondamentalistes, le mal absolu.

Dans le cadre multiconfessionnel libanais et en situation nationale palestinienne, le discours islamiste revêt des formes idéologiques et politiques spécifiques héritées paradoxalement du mouvement national progressiste.

L'islamisme entretient également, en tant qu'appel à la *Sahwa*, des rapports tendus avec le féminisme. L'imaginaire politico-religieux du mouvement islamiste réfère à un ensemble de signes et de conceptions où le *hijab*, la polygamie et la division "sexuelle" du travail occupent une place de choix. Il consacre la domination de l'homme sur la femme en exploitant à sa manière l'héritage culturel arabo-musulman. Il est vrai qu'il est aidé en cela par la division-éparpillement du mouvement féministe qui demeure prisonnier, à l'image du courant moderniste arabe, de la vision réductrice découlant du paradigme tradition/modernité. A cet effet, d'après D. EL BIZRI, un débat islamisme-féminisme s'imposerait, au delà du dialogue de sourds et de l'auto-justification ambiante.

POLITIQUE ET RELIGION ; sous la direction de Georges LABICA et Jean ROBELIN. - Paris : L'Harmattan, 1994. - 196 p.



Fin des idéologies, "désenchantement du monde" et retour du religieux, telle est la contradiction dans laquelle s'enferme l'analyse actuelle de notre modernité, alors que le religieux n'a jamais quitté la scène : "il était là où on ne voulait pas le voir, dilué tout au plus, diffus dans les pratiques sociales censées lui être les plus étrangères". Par-delà leur "diversité et l'irréductibilité de leurs oppositions", les contributions de cet ouvrage collectif tentent d'analyser le lien interne qui définit la sphère du politique et du religieux et en dégagent l'ambiguïté et le caractère équivoque. Discours de la communauté, la religion traduit les rapports sociaux en rapports inter-individuels. Si elle peut se présenter comme la légitimation de la puissance au nom d'une communauté céleste ou messianique, elle est autant "mise en fusion de la société" par l'attente d'une justice enfin réalisée. Prolongeant leur réflexion théorique par un rappel des expériences historiques, les auteurs indiquent comment la symbolique religieuse donne lieu aux interprétations les plus opposées sans perdre son identité propre. Les auteurs veulent se situer hors de cette perspective qui désormais fait tradition lorsque l'on traite du "désenchantement du monde", auquel ferait pendant le retour supposé du religieux. C'est au contraire le lien entre la politique et la religion qu'ils tentent d'interroger dans sa complexité.

Les références concernent des cas aussi divers que les régimes soviétique, vietnamien et latino-américain où la personnification de l'autorité investit les chefs des Etats les plus modernes d'un pouvoir quasi magique voire sacré vis-à-vis de la société. Par le jeu des homonymies du langage politique et des métaphores religieuses, le paradoxe du langage politique se révèle au travers d'une réflexion sur la religiosité du politique dans sa dimension contemporaine et historique. Une religiosité dont "l'islam ne jouit, en la matière, d'aucun monopole". De là, le rappel des expériences liées à la laïcité et à la création de l'Etat-Nation français, où la désarticulation du pouvoir politique traduisait la sacralisation des sphères communautaires.

Il ne saurait être question de réduire le lien du politique et du religieux à une signification rigide et immuable car les religions, vues comme institutions sociales et politiques, nous apprennent, par leur histoire, qu'en étant à la fois investies par le discours de la puissance et par celui de la communauté, elles désignent également "l'inachèvement de la politique et de la justice".

LE LIBAN AUJOURD'HUI ; sous la direction de Fadia KIWAN - Paris : CNRS EDITIONS, 1994. - 296 p.



Près de quatre ans après l'avènement, en novembre 1989, de la Deuxième République issue des accords de Taëf, une grande confusion domine toujours le champ politique libanais. Alors que le pays s'est arraché à la guerre, les promesses de modernisation de la société et de l'Etat semblent rester lettre-morte malgré les réaménagements du pouvoir politique. Ainsi, toutes les questions fondamentales concernant l'avenir du Liban demeurent d'actualité. Afin d'éclairer les différents enjeux, des chercheurs et des universitaires libanais ont réunis dans cet ouvrage des analyses qui restituent aux événements actuels leur profondeur historique et sociologique.

En guise d'introduction au débat, deux auteurs balisent la problématique de la réédification de l'Etat en liant celle-ci à la question de l'identité nationale et aux contraintes du jeu politique régional et international. La guerre a certes approfondi les clivages mais elle a simultanément abouti à la faillite de l'autosuffisance particulariste. Une approche historique du phénomène de la cristallisation des communautés confessionnelles révèle d'ailleurs à quel point celles-ci sont loin de fonder des personnalités ethno-culturelles distinctes. La vigueur actuelle du sentiment de libanité pourrait se renforcer et asseoir du même coup l'autorité de l'Etat si celui-ci s'engageait en faveur d'une politique de développement. En effet, une meilleure répartition des infrastructures économiques viserait à réduire les inégalités de chance et les phénomènes de

ségrégation régionale et communautaire (Ahmad BEYDOUN).

Toutefois, le fait que le Liban ait été jusqu'ici le grand perdant du jeu politico-militaire régional démontre à quel point l'évolution du système politique libanais et le règlement de problèmes cruciaux, tels que le sort des populations déplacées par la guerre et celui des territoires occupés par Israël, demeurent dépendants de la stratégie des autres puissances régionales (Farid EL KHAZEN). Certes, la plupart des analyses réunies par Fadia KIWAN s'attachent à rendre compte des positions souterraines et de l'engagement des "nouveaux libanais" en faveur de la modernisation et de la démocratisation. Mais elles confirment par ailleurs la prépondérance des facteurs exogènes sur la détermination de la vie politique intérieure.

LA PROBLÉMATIQUE DES RESSOURCES HUMAINES AU MAGHREB.- Rabat : Groupe de Recherches sur les Ressources Humaines, 1994.- 213 p (Association des Economistes Marocains).



Les actes du colloque *Systèmes de formation, stratégies d'entreprises et valorisation des ressources humaines* réuni à la Faculté de droit de Rabat en 1994 illustrent la démarche des chercheurs du GERRH qui privilégie par une approche non restrictive le concept de ressources humaines.

Ce thème occupe depuis le milieu des années quatre-vingt une place importante dans les stratégies d'entreprises. Il appelle nécessairement une réflexion élargie sur la fonction stratégique des ressources humaines dans l'amélioration des performances de l'entreprise, leur planification dans la perspective d'un développement économique et social, leur adéquation par rapport à la formation et à la recherche. L'intérêt de l'ouvrage réside dans sa démarche duale : il fournit une réflexion théorique dans un contexte bien précis et présente des expériences originales.

L'analyse des systèmes d'éducation et de formation à l'épreuve de l'emploi regroupe un ensemble de réflexions sur les relations entre le système éducatif et le secteur productif. La gestion des ressources dans les entreprises est illustrée par des cas concrets tels les secteurs de l'industrie chimique au Maroc, ou les coopératives de la réforme agraire dans la région de Fès.

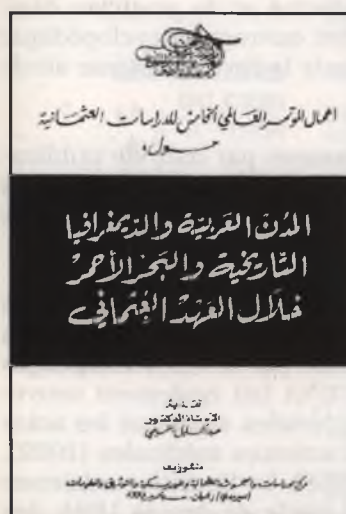
Dans l'espace maghrébin, le débat sur la question de l'éducation, de la formation et de l'emploi est dicté par la logique de nouvelles contraintes spatiales, la mondialisa-

tion de l'économie et le rythme accéléré des transformations technologiques. La persistance de la crise, l'aggravation des problèmes d'emploi et de l'endettement, la mise en oeuvre des politiques d'ajustement structurel dessinent un contexte où la gestion des ressources humaines intervient comme élément du processus de développement économique et social.

Les rigidités structurelles qui caractérisent ces relations se traduisent par des déséquilibres préjudiciables à l'économie. Les cas algérien et tunisien illustrent quelques paradoxes dans l'évolution du système de formation scientifique et technique. Les difficultés d'adaptation du système éducatif à l'évolution technologique de l'appareil industriel ont favorisé une désadéquation des établissements nationaux d'éducation avec les enjeux économiques, aussi bien au niveau de la formation qu'au niveau de la recherche.

L'ouvrage invite à développer une réflexion sur les moyens susceptibles d'aider à une meilleure dissémination de l'information, ainsi qu'à une organisation adéquate de la communication entre chercheurs et praticiens.

LES VILLES ARABES , LA DÉMOGRAPHIE HISTORIQUE ET LA MER ROUGE A L'EPOQUE OTTOMANE : préface de Abdeljelil TEMIMI.- Zaghouan : CEROMDI, 1994.- 444-249 p.- (Centre d'Etudes et de Recherches Ottomanes, Morisques, de Documentation et d'Information) Texte arabe-français-anglais.



Les actes du Vème *Symposium International sur l'Histoire des Provinces Arabes à l'Epoque Ottomane* témoignent de l'évolution et de la qualité des études urbaines effectuées par des spécialistes turcs, arabes et occidentaux depuis les vingt dernières années. L'accessibilité récente des sources de l'histoire ottomane, archives locales des Tribunaux et *waqfs* (M.M. ARNAUT), archives administratives et politiques, *Awâmir sultâniyya* à Istanbul, a suscité l'intérêt des chercheurs de toutes nationalités, et stimulé la confrontation de leurs travaux scientifiques (Y. HALACOGLU). La place particulière réservée à l'étude d'une région longtemps négligée, la mer Rouge, ouvre des perspectives sur les politiques hégémoniques et l'évolution des routes commerciales entre l'océan Indien et la Méditerranée (S. ABU DEYA, M. BDIRA, D. CRECELIUS C. DUBOIS, Y GHAWANMEH, M. SI YOUSSEF).

La composition démographique, sociale, ethnique ou religieuse des populations urbaines de l'Empire, ainsi que la structuration de l'espace dans lequel elles évoluent, sont analysées grâce à des registres fiscaux (*Tapu defteri*), des dénombremments tels ceux du *diwan* des Janissaires (M. REGAYA), des plans d'urbanisation, des sources littéraires ou iconographiques...

Une place particulière est faite aux Régences maghrébines, de la fin du XVIème siècle au XIXème siècle : démographie urbaine (F. ARNOULET, S. BEIZIG, M. A. EL GHARBI, D. LARGUECHE), structure sociale et minorités étrangères (A. KACEM, L. MIZOURI,

A.MOKNI, M.L.SNOUSSI), élites (N. SGHAIR) et centralité politique (O.N. DJOUDI), gestion urbaine et politique foncière (F.Z.GUECHI), ségrégation socio-économique selon les lieux de résidence (A. RAYMOND), ouvrages éditaires (A.GAFSI-SLAMA) et fortifications (N.JELLOUL), participation des citoyens aux armées beylicales (A. TOULI), relations commerciales de ville à ville (A. BOZZO, F. KHIARI, N. SAIDOUNI)... Ce sont là autant d'études qui concourent à enrichir une histoire sociale en construction.

LES VILLES DANS L'EMPIRE OTTOMAN : ACTIVITES ET SOCIETES (Tome II) ; sous la direction de Daniel PANZAC .- Paris : CNRS EDITIONS, 1994. - 415 p.



En 1991, le premier volume de *Les villes dans l'empire ottoman* présentait un riche panorama des diverses sources (écrites et matérielles) permettant de reconstituer l'histoire sociale des villes ottomanes, et s'attachait à saisir les hommes, les groupes, les réseaux commerciaux et économiques qui les faisaient vivre. La parution du deuxième tome vient y ajouter un ensemble d'études sur les thèmes de l'habitat et des modes de vie, puis sur celui des édifices économiques collectifs.

Dans une première partie, des sources aussi diverses que les inventaires après décès dressés à Damas au début du XVIIIème siècle ou l'étude des matériaux de construction d'une maison yéménite de la fin du XIXème permettent de retracer, non seulement un environnement matériel quotidien mais aussi le champ beaucoup plus vaste des échanges commerciaux et artistiques, avec l'Inde, par exemple. L'étude de l'architecture domestique ottomane peut paradoxalement s'appuyer sur les cas particuliers que représentent les résidences diplomatiques de France dans l'Empire, celles-ci s'organisant généralement "à la turque" plutôt que selon un modèle occidental. Enfin, permanences et mutations se lisent également dans l'histoire des *khans* d'Alep, successivement maisons consulaires et espaces extra-territoriaux aux XVIIème et XVIIIème siècles, puis lieux de vie de grandes familles commerçantes juives et italiennes au XIXème. Ce mode d'habitat sera par la suite copié par une partie de la bourgeoisie commerçante locale. Autant d'aspects d'une culture matérielle que les traditions

anglaises et françaises de récits de voyage tenteront de relier, chacune à leur façon, à une perception particulière des sociétés orientales.

L'histoire des édifices économiques collectifs (*funduq, qaysariyya, khân, wakâla*) donne à voir, quant à elle, le processus de redéfinition de la fonction et de la gestion des espaces, la mise en place de nouvelles formes de contrôle social en même temps que les résistances aux mutations. C'est ce que montre très clairement, entre 1850 et 1920, "l'invention du marché" à Alexandrie, lorsque les logiques de l'urbanisme et de la spéculation viennent renforcer les objectifs sanitaires des pouvoirs publics. L'affrontement entre notables, entrepreneurs et techniciens municipaux d'un côté, petits distributeurs et poissonniers de l'autre ne mènera pas toujours aux résultats escomptés par les deux parties. Il est en tout cas le signe qu'une nouvelle conception de l'espace public émerge lentement de la rupture du tissu urbain historique.

ZITOUNA Moncef.- La Médecine en Tunisie (1881-1994).- Tunis : Simfact, 1994.- 480 P.



Répondant à une préoccupation de professeur en médecine et de praticien désireux de s'informer sur la pathologie de son pays, cet ouvrage encyclopédique présente les travaux scientifiques réalisés en Tunisie depuis la fin du XIXème siècle jusqu'à nos jours.

Cette somme originale de références bibliographiques, classées par date de publication (1882-1992), spécialité médicale et nom de médecins, est présentée dans la seconde partie de l'ouvrage (p 229-480). Elles n'en constituent pas, cependant, le seul intérêt.

Prolongeant ses recherches, l'auteur a reconstitué des biographies, en menant des entretiens avec les professeurs de la Faculté de Médecine, parmi les pionniers ou les "aînés" ; la démarche de nature documentaire est enrichie par ces témoignages oraux et la collecte de photographies originales. M. ZITOUNA fait également oeuvre d'historien en dépouillant les documents des Archives Nationales ainsi que les actes de sociétés savantes telles que la Société tunisienne des sciences médicales (1902), la Société des sciences pharmaceutiques de Tunisie (1968), la Société tunisienne d'odonto-stomatologie (1932)... Un panorama de la presse médicale depuis 1894, des statistiques contemporaines sur la santé publique, une synthèse sur l'organisation

de l'enseignement médical et de la recherche depuis 1945, sont autant d'informations précises qui peuvent orienter tous les publics et les chercheurs.

S'inscrivant délibérément dans la longue durée en rappelant brièvement l'essor des sciences médicales depuis le Xème siècle, l'ouvrage met en perspective historique l'introduction et le développement de la médecine expérimentale en Tunisie.